



Mots. Les langages du politique

88 | 2008

Discours politique, discours expert

La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006)

María Fernanda González Espinosa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/14413>

DOI : 10.4000/mots.14413

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2008

Pagination : 83-98

ISBN : 978-2-84788-147-9

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

María Fernanda González Espinosa, « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 88 | 2008, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/14413> ; DOI : 10.4000/mots.14413

La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006)

Depuis près de quarante ans, la Colombie est confrontée à un conflit armé avec des guérillas, parmi les plus anciennes du continent latino-américain : les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN). Depuis la première négociation de paix, dans les années quatre-vingt, six gouvernements – Betancur (1982-1986), Barco (1986-1990), Gaviria (1990-1994), Samper (1994-1998), Pastrana (1998-2002) et Uribe (2002-2006) – ont tenté par différentes voies de mettre fin à ce conflit intérieur.

Les gouvernements conservateurs de Belisario Betancur et d'Andrés Pastrana ont essayé la voie du dialogue et du processus de paix. Les autres, plus radicaux, ont préféré mettre en place une stratégie militaire pour affaiblir les guérillas et les contraindre à négocier. Les échecs des négociations ont produit dans une partie de l'opinion publique colombienne le sentiment qu'elles sont une preuve de faiblesse.

Durant cette période, les mouvements révolutionnaires ont évolué et leur stratégie a varié. La guerre révolutionnaire menée par Fidel Castro et l'instauration à Cuba d'un régime marxiste-léniniste qui devait se répandre dans tout le continent ne sont plus à l'ordre du jour. La donne a changé au niveau international du fait de la chute du modèle soviétique. Au niveau intérieur, le développement de l'industrie de la drogue¹, source de financement des deux organisations rebelles, et les activités des insurgés, de plus en plus violentes comme le montrent les attaques contre la population civile, ont transformé la situation. L'implication des FARC dans le trafic de drogue a connu

Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, Université Paris 12 Val-de-Marne, mariafg2@hotmail.com

1. En février 2005, un rapport « sur les revenus et les dépenses des guérillas » de la Junta de Inteligencia Conjunta du gouvernement colombien affirmait que près de 97 % des revenus des FARC étaient issus du narcotrafic, des extorsions de fonds et de la prise d'otages. Le narcotrafic constitue néanmoins leur source de revenus la plus importante (45,9 %). Environ 73 % de leurs dépenses sont liées aux activités chimiques et au terrorisme : « Actuellement, une grande partie des cultures illicites situées dans les zones d'influence des FARC est gérée par les membres de cette guérilla. Selon les investigations, près de 5 000 hommes seraient impliqués directement ou indirectement dans les affaires liées à ces cultures illicites. »

une évolution. Cette organisation qui, au cours de l'année 1978, s'opposa à la culture de la coca, participe actuellement de manière importante à la diffusion de cultures illicites et à la commercialisation de leurs produits. Bien que les FARC nient que leurs revenus soient issus de l'économie de la drogue, plusieurs études (Ferro, Uribe, 2002, p. 99) constatent que celle-ci a accéléré de façon importante la croissance et l'autonomie financière du mouvement. Selon Daniel Pécaut :

Les données disponibles sur les cultures illicites tendent à montrer qu'il n'y a pas eu de réduction des superficies dédiées aux cultures de coca, et que par contre les cultures d'amapola augmentent considérablement. Les FARC s'impliquent actuellement dans ce processus. De plus, la production d'héroïne se développe avec leur participation et l'appui des petits groupes de paysans qui subissent leur influence. Il s'agit d'un scénario assez complexe, car les narcotrafiquants et les FARC sont alliés dans certaines régions et adversaires dans d'autres. (Pécaut, 2001a, p. 217)

À partir des années quatre-vingt-dix, lorsque la Colombie est devenue le premier producteur de coca, les ressources économiques de la drogue ont donné aux guérillas colombiennes la possibilité d'augmenter leurs effectifs et d'améliorer leur capacité militaire. Dès cette période, les attaques des FARC ont redoublé contre les Forces armées, avec des conséquences de plus en plus graves pour la population civile. Ces faits sont largement répertoriés et abondamment commentés, voire exploités, dans les médias internationaux, en France notamment.

Les activités militaires des deux organisations, très éloignées des luttes idéologiques, ont fait que les guérillas sont aujourd'hui considérées comme des organisations terroristes, sans discours politique, ne présentant aucune alternative pour la construction d'une société plus démocratique :

Depuis bien avant la guerre froide, les guérillas n'utilisent plus un langage exprimant leurs intérêts ou un scénario positif. Elles sont devenues muettes. C'est par leurs actions qu'elles tentent semble-t-il de montrer ce qu'elles sont réellement ou ce qu'elles veulent. (Pécaut, 2001a, p. 195)

La communauté internationale a rangé les insurgés parmi les organisations terroristes. De son côté, la société civile colombienne a élu en 2002 un président à poigne, Alvaro Uribe, pour les combattre, puis a réélu celui-ci le 28 mai 2006, dès le premier tour, avec 62 % des voix :

Le score du chef de l'État a dépassé les pronostics les plus favorables, ainsi que ses résultats de 2002 (53 % des voix). Les électeurs ont salué sa politique sécuritaire et antiguérilla, la diminution des homicides et des enlèvements, la militarisation des principaux axes routiers du pays. Ils ont surtout plébiscité le style de gouvernement d'un chef de l'État aux accents messianiques, proche du peuple et grand favori des médias².

2. « Le président colombien consolide son pouvoir », *Le Figaro*, 30 mai 2006.

Mais en dépit de ses succès récents, dont le plus notable est la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt, la voie militaire n'a pu encore à elle seule résoudre le conflit et on peut imaginer qu'une solution négociée devra être mise en place. En ce qui concerne les négociations de paix, Uribe a entamé des conversations avec les insurgés de l'ELN, affirmant qu'il serait prêt à négocier avec les FARC si ce groupe renonçait à ses activités terroristes.

Plusieurs recherches ont été menées sur les origines, les revendications et le parcours des insurgés, mais il n'en existe pas qui soient consacrées à l'analyse proprement dite de leur vocabulaire et de leurs argumentations. Comprendre comment ils se présentent à travers leur langage réputé révolutionnaire est donc une tâche qui n'a pas été menée à bien. Notre étude³, diachronique et comparée, du discours des FARC et de l'ELN propose une approche nouvelle de l'évolution de leur discours, du contenu de leurs revendications et des enjeux dont elles témoignent. Elle repose sur une méthodologie lexicométrique standard⁴, qui classe selon des critères probabilistes simples mais vérifiables les revendications des deux organisations et permet de comparer dans le temps les thèmes choisis par les rebelles. Cette méthodologie permet aussi de cerner quelques archétypes manipulés par les dirigeants révolutionnaires: nous avons ainsi isolé pour certains un vocabulaire guerrier et stratégique, pour d'autres des revendications⁵ inscrites dans le vocabulaire de la religion et du sacré, pour d'autres encore un vocabulaire d'inspiration paysanne⁶. L'approche lexicométrique, enfin, met en évidence les variations des discours interne et externe des organisations lors des différentes périodes de négociation ou d'affrontement avec le pouvoir.

3. Cet article s'appuie sur quelques résultats de notre thèse, *Une analyse comparée du discours politique des guérillas colombiennes: FARC et ELN*, Université de la Sorbonne nouvelle, avril 2006, dirigée par Jean-Michel Blanquer. La recherche lexicométrique a été menée au Céditec, Université Paris 12, sous la direction de Pierre Fiala, avec la collaboration dévouée de Jean-Marc Leblanc: <http://www.textopol.free.fr>
4. Exploitant l'ensemble des fonctions de Lexico3 (André Salem), ici essentiellement le programme des spécificités. Voir le site: <http://www.cavi.univ-paris3.fr/llpga/ilpga/tal/lexicoWWW/> Les outils lexicométriques constituent un instrument de mesure privilégié pour fonder une telle analyse de discours. L'observation peut être menée à partir des fonctions fondamentales: l'indexation et les programmes de spécificités, notamment chronologiques, appliquées à chaque groupe. Celles-ci permettent de conduire des expériences portant sur le vocabulaire des deux guérillas pour dégager les usages lexicaux communs et les particularités de chaque groupe.
5. Pour plus de détails sur ce point, voir notre thèse, citée *supra*.
6. Le classement du vocabulaire de ces organisations révolutionnaires à partir d'un relevé lexicométrique nous a conduite à cette catégorisation dumézilienne (le guerrier, le prêtre, le producteur). Voir Dumézil, 1992.

Un corpus diachronique multigenre : visées internes et externes du discours politico-militaire

Les analyses lexicométriques nécessitent, on le sait, un recueil de textes représentatifs sinon exhaustifs, homogènes sinon uniformes. Nous avons recueilli les textes des guérillas dès leur constitution. Compte tenu des difficultés rencontrées pour réunir tous ceux qui ont été écrits depuis 1960, nous avons limité notre travail sur le plan historique et thématique, et retenu les documents produits depuis les premières négociations de paix sous le gouvernement Betancur jusqu'au gouvernement Uribe actuel. Néanmoins, nous avons aussi retenu les textes fondateurs de la politique des deux guérillas : la « déclaration de Simacota » pour l'ELN et le « Programme agraire » pour les FARC. Nous avons ensuite choisi les textes les plus pertinents produits pendant les négociations comme pendant les périodes de guerre.

Nous avons également limité notre analyse à trois genres discursifs distincts : les entretiens dans la presse nationale et internationale des principaux commandants tels que Manuel Marulanda Vélez et Raúl Reyes pour les FARC et Manuel Pérez, Gabino et Antonio García pour l'ELN (ci-dessous *ent* dans les graphiques) ; les discours internes (*dis*) comportant les déclarations politiques et stratégiques présentées aux membres des organisations, où s'exprime leur ligne politique ; enfin les communiqués (*com*), qui constituent les documents externes à destination de l'opinion publique. Dans cette dernière catégorie, on retrouve les lettres échangées entre le gouvernement et les rebelles lors des différentes négociations et les communiqués conjoints sur le déroulement du processus de paix. Nous partageons en effet la position du chercheur colombien Marco Palacios, selon laquelle les négociations sont un moyen essentiel et un instrument des guérillas pour exister politiquement. Pour Palacios, le moment des négociations de paix est l'occasion pour ces organisations d'élaborer et de présenter leurs propositions politiques, économiques ou sociales :

Je considère que le processus de paix est un moyen pour faire de la politique. C'est peut-être la seule façon de participer à la vie politique, c'est pourquoi le processus paraît plus important que la paix elle-même, car le processus leur permet de respirer, de dire des choses, de communiquer, etc. (Palacios, cité dans Pécaut, 2001b, p. 187)

Ces critères nous permettent de cibler les déclarations des insurgés selon différentes variables et d'avancer quelques réponses aux questions suivantes : quelles différences les discours émis au moment d'une négociation présentent-ils avec ceux qui ont été produits lors d'une rupture, notamment en ce qui concerne le vocabulaire relatif à la paix ? Par quels items lexicaux les revendications des deux guérillas sont-elles caractérisées ? Peut-on repérer une évolution cohérente dans leur discours ? La réforme agraire, la révolution sociale

sont-elles encore des axes centraux de leurs revendications ? Comment leurs relations idéologiques au marxisme, aux mouvements de libération nationale, à la théologie de la libération ont-elles évolué durant ces quarante années ?

Pour répondre à ces questions, nous avons analysé les principaux axes thématiques des discours des guérillas, leur imaginaire politique et institutionnel, leur programme agraire, leurs revendications économiques et environnementales, leur stratégie sociale, leur politique internationale et, enfin, la question de la drogue et des otages.

On verra ici que les insurgés adaptent leur langage à leurs interlocuteurs ou à leurs auditoires, et notamment que celui-ci n'est pas le même face à un gouvernement libéral ou à un gouvernement conservateur. Par ailleurs, ce discours est pauvre au niveau thématique mais s'enrichit à travers les négociations de paix.

Le langage des insurgés varie selon les auditoires

L'index hiérarchique donne la coloration lexicale générale d'un corpus. En examinant notre corpus global, multigenre, nous relevons les dix premiers substantifs et adjectifs : *national, paix, gouvernement, politique, État, pays, Colombie, processus, guerre, peuple*.

Ce relevé dresse un premier panorama thématique. Pour les deux groupes, les expressions *national, paix* et *gouvernement* ont une position centrale dans le corpus. On remarquera la présence d'un vocabulaire institutionnel (*politique, État*). Les formes *Colombie, pays* et *peuple* montrent que le thème national est lui aussi essentiel dans le discours guérillero.

En étudiant plus précisément la répartition spécifique de la forme *paz* (« paix »)⁷, on peut mettre en évidence la place du thème de la négociation. La distribution statistique de ce mot permet de regrouper les formes et d'examiner les moments où il est surreprésenté. L'analyse fait ainsi apparaître sa relation avec d'autres substantifs d'acception proche tels que *négociation, processus* et *accord*. Nous avons retenu les formes d'une fréquence supérieure ou égale à 100.

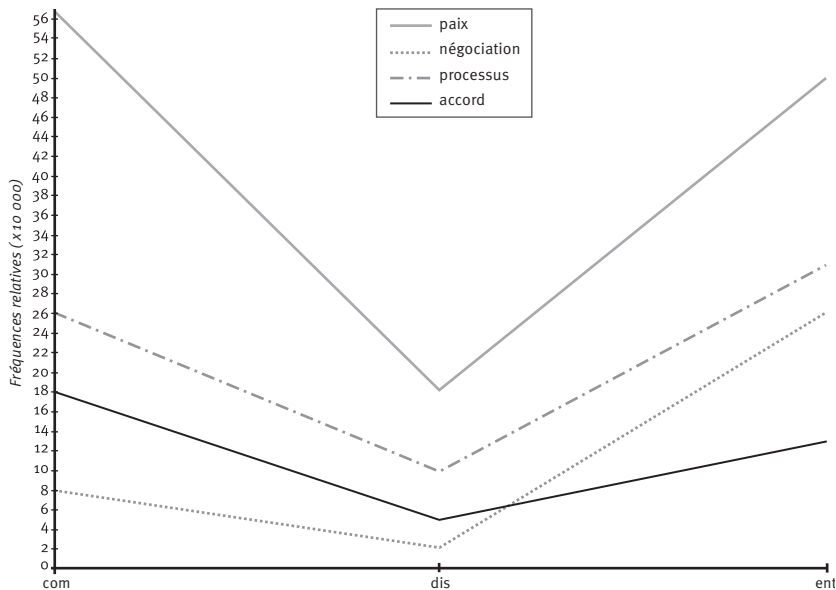
Dans le graphique⁸, page suivante, les formes référant à un processus de paix présentent une spécificité fortement négative dans les discours internes. On pourrait en déduire que les dirigeants qui participent aux négociations ne transmettent pas ces objectifs à leurs militants et qu'ils ne les traduisent pas

7. Tous les documents analysés sont en langue espagnole. On ne donne dans l'article que l'équivalent en français des mots étudiés. Rappelons que certains d'entre eux prennent dans le langage révolutionnaire des sens distincts de ceux qu'ils ont dans d'autres usages (politiques ou diplomatiques).

8. Le tableau des spécificités établit un indice de surreprésentation ou de sous-représentation d'une forme pour les trois genres : *com* (communiqués), *dis* (discours), *ent* (entretiens).

dans les documents de stratégie politique. Une rapide observation permet toutefois d'affirmer que le discours politique à usage interne des guérillas n'a pas pour but de parler de paix au moment des tractations. Figurent aussi dans cette partition les documents non divulgués entre le gouvernement et les rebelles. On pourrait supposer que les conversations entre ces deux acteurs incluent d'autres expressions relatives aux négociations. Pourtant, dans les communiqués (c'est-à-dire dans les messages des insurgés à destination de l'opinion publique ou du gouvernement et dans les documents publics signés conjointement avec celui-ci), le mot *paix* a une spécificité positive de 50 et le mot *accord* une spécificité de 18. *Processus* et *négociation* ont aussi une spécificité positive. L'utilisation du mot *paix* est donc spécifique, mais exclusivement au niveau externe. Au moment des rapports, des bilans ou des comptes rendus sur les négociations, *paix* est le mot le plus important. En ce qui concerne les entretiens, *paix* et *accord* ont un coefficient égal à 0. Ils sont banals, alors que les mots *processus* et *négociations* présentent une spécificité positive. Cela veut dire que les leaders, au moment des entretiens, accordent une place importante à ces thématiques.

Graphique 1. Ventilation de *paix*, *négociation*, *processus* et *accord* (partition par genre)



Ainsi, les messages et le stock lexical sont clairement distincts selon les circonstances dans lesquelles ils sont prononcés, et en particulier selon les

destinataires. Certains termes apparaissent de manière préférentielle dans les communiqués et les entretiens. La forme *paix* et les notions désignant la négociation, peu fréquentes dans le discours tenu au sein des organisations, sont plutôt des thèmes à usage externe et se situent surtout dans les communiqués. Le discours à usage interne se fonde au contraire sur la nécessité de poursuivre la lutte armée.

Le discours varie dans le temps et selon les interlocuteurs

Il nous a paru pertinent de nous demander, d'autre part, ce que le discours des guérillas révèle à propos des postulats économiques ou sociaux⁹. La réforme agraire ou la drogue sont-elles encore des thèmes importants ? Le langage des FARC et de l'ELN peut-il être qualifié de « communiste », ou serait-il devenu moins marxiste, moins révolutionnaire ces derniers temps ? Les résultats des analyses permettent d'affirmer qu'il a évolué avec le temps. En ce qui concerne les contenus, on peut dire qu'ils restent généraux et assez pauvres.

Dans le corpus étudié, les postulats révolutionnaires ne sont pas foncièrement dogmatiques. Les insurgés se replient sur un langage simple incorporant des référents nationaux. Leurs revendications n'évoquent pas de modèle alternatif au capitalisme ni, de façon importante, la lutte des classes : ils parlent par exemple de « révolution colombienne » et de « lutte », sans plus de précision.

Communisme ou socialisme : des formes peu utilisées

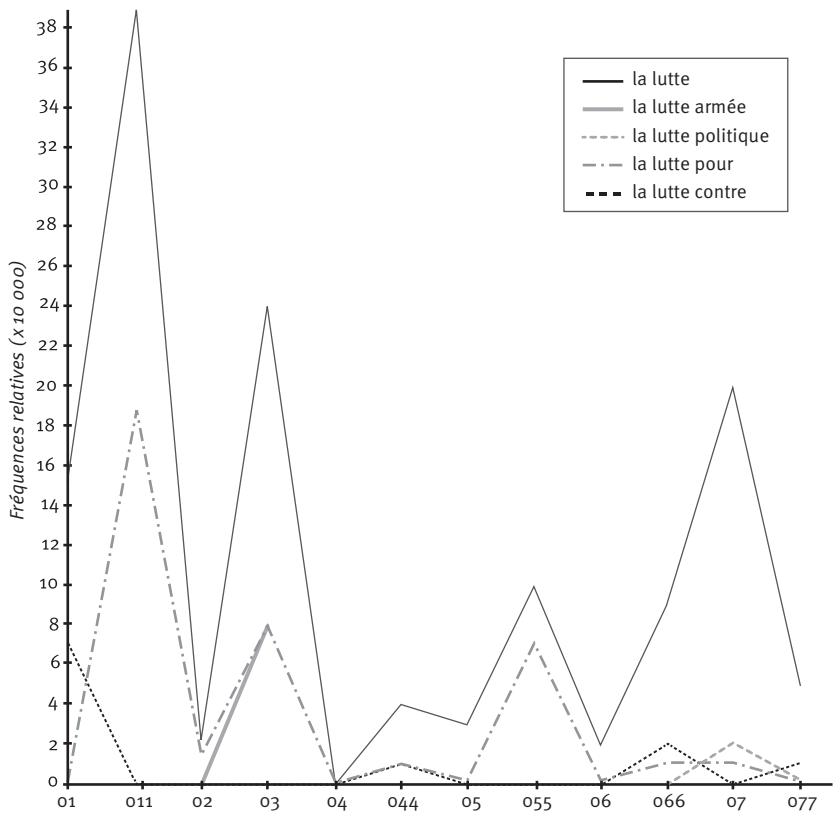
On ne peut parler ici d'un discours consistant et approfondi lié à la doctrine marxiste-léniniste. Les références explicites et les citations sont pauvres à cet égard. L'emploi de la forme *communisme* (5 occurrences) appartient aux fréquences les plus basses et, tant pour les FARC que pour l'ELN, *révolutionnaires*, *révolution*, *communisme* et *socialisme* ne sont pas centraux dans le discours. En dépit de la façon dont se présentent les locuteurs, l'analyse lexicale ne fait pas ressortir d'héritage important de la pensée marxiste ou guévariste. Les formes concernées existent dans certains textes, mais sans constituer le cœur du sujet ni des revendications. Le modèle politique des insurgés est donc loin de s'inspirer d'un modèle explicitement révolutionnaire.

La lutte, un élément clé des revendications

On trouve pourtant des formes qui expriment la rébellion ou le changement des structures politiques ou sociales.

9. Les discours ont été répartis en douze périodes évènementielles (EV). Voir leur liste en annexe.

Graphique 2. Ventilation de la lutte, la lutte armée, la lutte politique, la lutte pour et la lutte contre (partition événementielle)



Le programme de segments répétés associé aux fréquences relatives montre que les insurgés utilisent la forme *lutte* dans différentes combinaisons. La plus fréquente est *la lutte*, employée 226 fois. On relève ensuite, avec des fréquences beaucoup moins importantes, *lutte pour* (32), *lutte contre* (28), *lutte de* (28), *lutte armée* (20), *lutte politique* (15) et *lutte pour la* (13). Nous n'avons pas ici de références aux luttes idéologiques ou révolutionnaires. La forme *lutte*, constante dans le discours des insurgés, connaît son point maximal au début des revendications (01-011).

La réforme agraire, revendication des années soixante

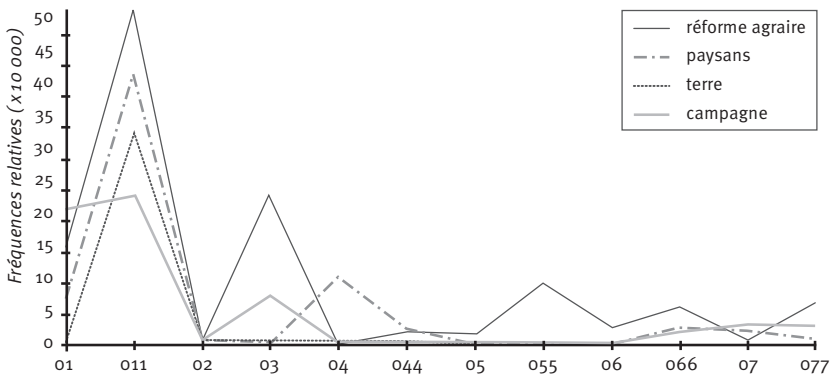
Toutes les tentatives de négociation ainsi que les agendas politiques des insurgés et du gouvernement ont consacré un chapitre aux problèmes agricoles

et à la réforme agraire. La bibliographie consacrée à l'histoire des deux organisations fait apparaître que les FARC ont d'abord été un groupe d'autodéfense paysanne dont les principales revendications portaient sur ce thème. Mais les résultats quantitatifs montrent que le discours des insurgés a évolué avec le temps, et que ce qui fut un point de référence important au moment de la création et de la consolidation des organisations s'est progressivement estompé.

Dans aucune des négociations, la réforme agraire n'a constitué un axe fondamental. Il existe donc un décalage entre les revendications initiales et les discours énoncés au cours des dialogues successifs concernant un éventuel processus de paix. Cette conclusion est paradoxale : en effet, les insurgés revendiquent encore aujourd'hui leur identité paysanne et continuent à affirmer qu'un des axes centraux de la violence en Colombie est dû à l'absence d'une véritable réforme agraire et à l'inexistence d'une véritable politique agricole.

Le graphique suivant montre que les thèmes agricoles ont eu une importance capitale au début des années soixante. Les formes les plus utilisées dans le discours étaient *paysans*, *terre*, *réforme agraire* et *campagne*, qui se trouvaient surtout dans le discours des FARC. Une diminution remarquable de ces formes a suivi. Le fait le plus saisissant est la disparition complète du syntagme *réforme agraire* à partir de la moitié des années quatre-vingt.

Graphique 3. Ventilation de *réforme agraire*, *paysans*, *terre*, *campagne* (partition événementielle)



Ces résultats confirment l'importance de ces thèmes au moment de la fondation des deux groupes révolutionnaires, puis leur régression ultérieure. Les FARC continuent pourtant d'affirmer que leurs revendications ont pour point central la question agraire. Quant à l'ELN, ce groupe est né de l'impact de la révolution cubaine et s'est inscrit dans la théorie du « foyer guérillero ». À la différence des FARC, il a rassemblé des paysans, des étudiants, des intellectuels

et des ouvriers. Son programme initial dépasse par conséquent les revendications purement agraires. Ses principaux objectifs sont centrés sur le thème des ressources naturelles et énergétiques.

Les réformes sociales et l'axe économique : des thématiques pauvres

Les discours des guérillas sont caractérisés par la revendication d'une société égalitaire, dans laquelle l'éducation, la santé, le logement et les services publics seraient garantis par l'État. Les références aux programmes sociaux sont rares elles aussi. Le mot *lutte* y désigne plutôt le combat contre les inégalités et la pauvreté. C'est seulement à partir de la négociation avec le président conservateur Andrés Pastrana (06-066) que les insurgés développent de manière importante les thèmes de l'éducation, de la santé ou du logement. Et c'est à partir de la présidence du libéral Alvaro Uribe (07-077), c'est-à-dire en 2002, que la forme *justice sociale* devient une spécificité forte dans les discours. On peut conclure dans le même sens en ce qui concerne les aspects économiques : ce n'est que sous les présidences de Gaviria et de Pastrana que le thème économique s'est considérablement renforcé.

Les otages, thème exclusif de la négociation avec Betancur

Finalement, si l'on voulait caractériser le discours des insurgés pendant les négociations, on pourrait dire que les revendications sous le mandat Betancur donnent la priorité à un thème spécifique : celui des enlèvements et des otages. Depuis Betancur, le discours s'est appauvri sur le plan thématique : les textes des négociations montrent que le dialogue s'est centré sur le thème des enlèvements. Les lettres échangées entre Jacobo Arenas, commandant des FARC, et les membres du gouvernement témoignent de ce que l'intérêt de celui-ci s'est focalisé sur la libération des otages. Il a donc exercé une influence décisive dans la construction des discours des insurgés, ce qu'on mesurera clairement avec un dernier exemple, plus actuel.

Émergence de la négociation humanitaire : focalisation sur l'échange

À partir de 2002, la diplomatie colombienne s'est imposée dans l'agenda des pays européens, de la France en particulier. L'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt, que les FARC détenaient par séquestration¹⁰, est devenue un thème central dans les discussions du gouvernement avec les insurgés.

10. Le gouvernement parle à l'époque de « séquestration », et les FARC de « détention ».

Depuis le premier mandat du président Uribe¹¹, les deux acteurs ont échangé des communiqués pour trouver une solution. On sait que malgré l'appui et les pressions de la communauté internationale, et la participation plus active que jamais de la France, gouvernement et guérilla n'ont jamais réalisé d'accord véritable pour la libération des otages.

En préalable à la libération d'Ingrid Betancourt et des autres captifs, les FARC ont réclamé dès 2002 une démilitarisation des municipalités de Florida et Pradera, soit 800 km² dans le sud-ouest du pays. Leur projet était d'y négocier la libération des principaux otages en échange de celle des centaines de guérilleros prisonniers. Malgré le rejet de cette demande par le président Alvaro Uribe, les négociations se sont poursuivies avec l'appui de pays comme la Suisse, l'Espagne et la France pour trouver une solution et réaliser cet échange humanitaire.

L'analyse de la notion d'échange humanitaire dans le discours des FARC permet de comprendre plus précisément quelles sont les principales revendications de cette guérilla et pourquoi, depuis quatre ans, elle n'est jamais parvenue à un accord avec le gouvernement.

Une seconde analyse, portant cette fois sur le corpus des communiqués échangés entre les FARC et le gouvernement entre 2002 et 2006, permet d'apporter quelques réponses à ces questions : y a-t-il eu une évolution dans le discours des FARC sur le thème de l'échange humanitaire ? Quels sont pour les FARC les principaux thèmes liés à cet échange ? Étaient-elles, à la fin de la période considérée, plus proches d'un échange humanitaire que quatre ans auparavant ?

L'examen lexicométrique des communiqués des FARC met en évidence la construction d'un discours structuré et présentant une évolution chronologique influencée par différentes variables¹². Les FARC parlent d'« échange » et non pas d'« accord ». Elles emploient de manière significative des expressions telles que *la guerre, les prisonniers de guerre* ; elles utilisent peu *séquestrés, accord humanitaire, fin des hostilités*.

La recension des substantifs les plus utilisés fait apparaître tout d'abord un scénario de guerre dans lequel on retrouve deux acteurs principaux : le gouvernement et les FARC. Cette liste comprend, par exemple : *gouvernement, FARC, Colombie, politique, guerre et conflit*. On y détecte des problématiques liées : *prisonniers, président, échange et peuple*. Les mots suivants sont moins guerriers : *sociale, accord, pouvoir, nationale, pays, parties*

11. Le président Alvaro Uribe a été élu au suffrage universel en 2002 pour une période de quatre ans puis réélu en 2004 pour la même durée.

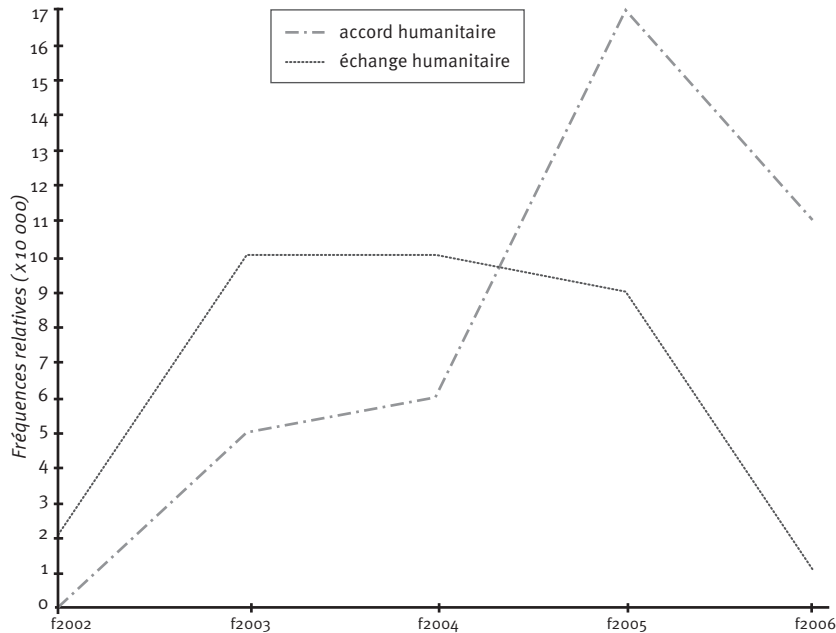
12. Cette analyse a été menée à partir des communiqués et des lettres des FARC envoyés au gouvernement Uribe entre 2002 et 2006. Le corpus contient 50 textes représentatifs des communications adressées par cette guérilla au gouvernement colombien. Le corpus contient tous les textes balisés chronologiquement entre 2002 et 2006 pour le locuteur FARC (f) : f2002, f2003, f2004, f2005, f2006.

et *dialogues*. Bien que ces communiqués soient relatifs à l'échange humanitaire, les formes les plus proches de cette thématique (*humanitaire*, *libération*, *processus* ou *propositions*, par exemple) n'apparaissent pas parmi les dix premiers substantifs. Le nom propre *Betancourt* ou les substantifs permettant de désigner d'autres séquestrés, comme *députés*, présentent une fréquence basse. Les FARC minimisent le rôle d'Ingrid Betancourt dans un éventuel échange humanitaire. Leurs communiqués n'utilisent le terme *séquestré* qu'une seule fois. Leur rhétorique vise à se placer au même niveau politique que le gouvernement, en détaillant les données d'un conflit armé avec celui-ci.

Échange humanitaire *plutôt qu'*accord humanitaire

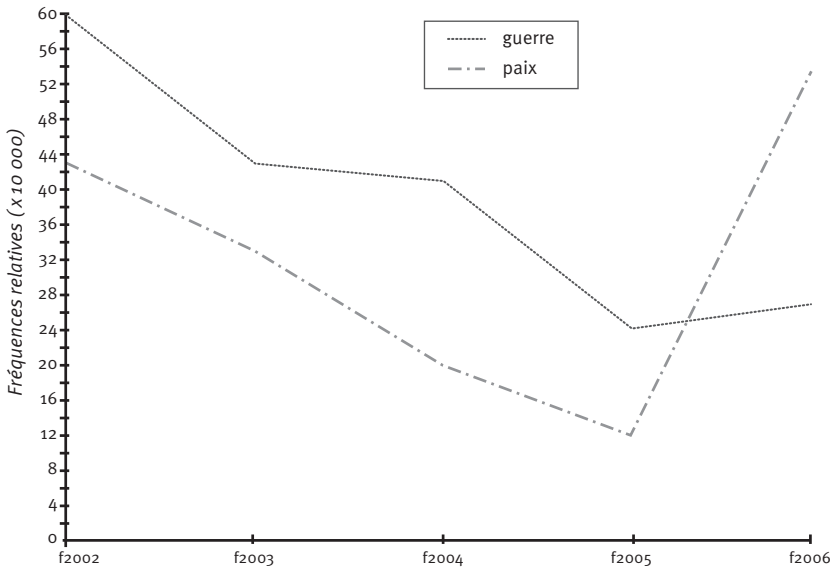
En 2002, les FARC parlent plutôt de *guerre*. Leur discours varie ensuite : en 2003 les mots les plus importants sont *conflit interne*, *conflit social* et *armé*. En 2006, les formules privilégiées deviennent *échange humanitaire* et *échange de prisonniers*. Entre 2002 et 2006, les fréquences de *paix* et de *la paix* augmentent fortement. L'évolution thématique des communiqués montre que *la paix* et le *conflit social et armé* sont les expressions les plus récurrentes en 2006.

Graphique 4. Ventilation de *accord humanitaire* et *échange humanitaire* (partition par année)



Ce graphique montre un fort contraste entre les expressions considérées. L'emploi d'*accord humanitaire* est régulier, banal, tandis qu'*échange humanitaire* présente une spécificité négative de - 3 en 2002 et positive de + 2 en 2006. La progression est significative. Examinons de même l'utilisation de *guerre* et *paix*.

Graphique 5. Ventilation de *guerre* et *paix* (partition par date)

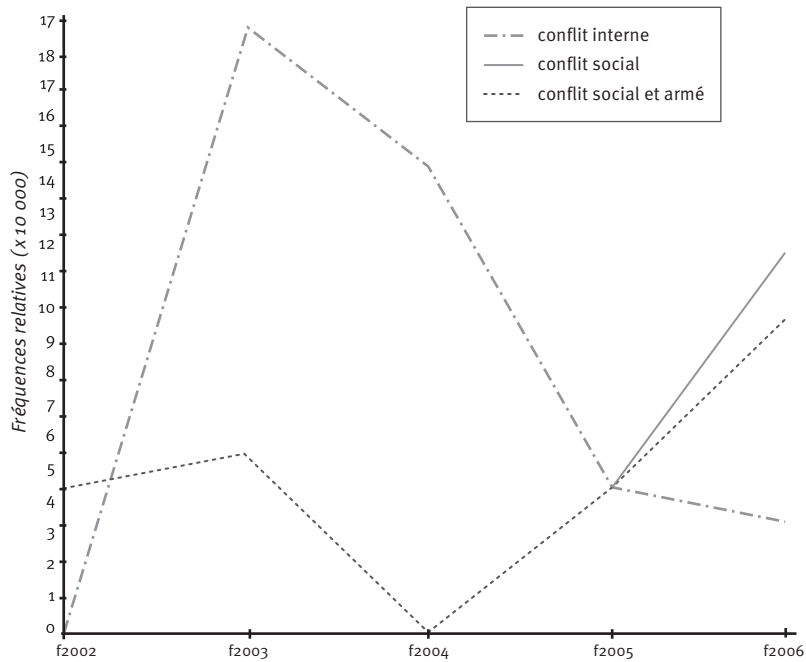


Le mot *guerre* présente une spécificité positive de + 3 en 2002 et le mot *paix* une spécificité positive de + 3 en 2006. Cela incite à penser que les revendications des FARC ont évolué quant à l'échange humanitaire pour mettre davantage en valeur le thème de la paix. L'évolution de *conflit interne*, *conflit social*, *conflit social et armé* va dans le même sens.

Lorsque le discours des FARC est centré sur la guerre, en 2002, il ne précise pas la nature du conflit : guerre civile, guerre révolutionnaire, etc. Le développement du discours sur l'échange humanitaire et la paix entraîne l'apparition d'autres axes thématiques : *conflit interne* et *conflit social et armé* (graphique 6, page suivante).

On le voit, pour les FARC, l'échange humanitaire n'est pas simplement relié à la libération des otages et des guérilleros et concerne d'autres thématiques, plus complexes. Entre 2002 et 2006, leurs revendications évoluent : « l'échange humanitaire », d'abord centré sur le thème de « la guerre », se déplace vers « la paix », dans un contexte désigné comme « conflit social et armé » sur un fond constant d'« accord humanitaire ».

Graphique 6. Ventilation de *conflit interne*, *conflit social* et *conflit social et armé* (partition par date)



La reconnaissance d'un conflit social et armé et l'insistance des FARC à se placer sur le même plan que le gouvernement montrent que leur principale revendication est d'être reconnues politiquement pour entreprendre une négociation sur un possible échange humanitaire. Au moment de négocier un tel échange, le gouvernement colombien et la communauté internationale devront savoir qu'il s'agit d'un processus plus complexe qu'une simple remise d'otages par un groupe d'insurgés.

Les débats conflictuels, l'enrichissement du politique et les possibilités de paix

Nous avons tenté de montrer, à travers une analyse lexicométrique limitée à quelques termes de haute fréquence, que le discours des guérillas, celui des FARC en particulier, n'est pas immuable mais a évolué selon les événements et les gouvernements. Il s'est enrichi durant ces quarante années à l'occasion des négociations conflictuelles autour de la paix. Nous en avons trouvé l'exemple le plus significatif sous le mandat du président conservateur

Andrés Pastrana, car les discours les plus substantiels sur le plan thématique datent de cette période. Par comparaison, on peut envisager la première négociation menée sous le président conservateur Belisario Betancur : les spécificités montrent que le seul axe alors surreprésenté concerne le thème de l'enlèvement, alors que les autres axes (relatifs par exemple aux aspects sociaux, économiques ou à la réforme agraire) sont tous sous-représentés.

On suggèrera pour finir que le déficit d'élaboration idéologique des insurgés explique leur affichage militaire, de plus en plus présent dans les activités terroristes. Cela nous permet de comprendre pourquoi ils ne cherchent pas à travailler leur image face à l'opinion publique, ni à construire vis-à-vis d'elle un discours suffisamment persuasif.

Le discours des FARC et de l'ELN correspond-il à une volonté de faire aboutir un processus de paix ? À quel moment de l'histoire ces organisations ont-elles été le plus proches d'une telle issue ? D'après notre analyse, elles sont, à ce jour, mieux préparées pour une négociation qu'il y a vingt ans¹³. Étant donné les caractéristiques des négociations sur la paix, on peut affirmer que l'éventuelle réussite de celles-ci ne dépend pas uniquement de la guérilla. Leur échec ne serait-il pas le résultat de la pauvreté du discours du gouvernement ou des intérêts de chaque administration ? Les observations précédentes nous portent à conclure que le pouvoir colombien peut exercer une influence considérable sur la rénovation du discours des insurgés, dans la perspective d'un retour à la normalité.

Références

- FERRO MEDINA Juan Guillermo, URIBE Ramón Graciela, 2002, *El orden de la guerra. Las FARC-EP: entre la organización y la política*, Bogota, Centro editorial javeriano (CEJA), 208 p.
- PÉCAUT Daniel, 2001a, *Guerra contra la sociedad. Espasa Hoy*, Bogota, Planeta Colombiana.
- 2001b, « El papel de la Unión Europea y de los académicos ante el proceso de paz », *Haciendo Paz. Reflexiones y perspectivas del proceso de paz en Colombia*, Bogota, Fundacion Ideas para la Paz, p. 180-200.
- DUMÉZIL Georges, 1992, *Mythes et dieux des Indo-Européens*, Paris, Flammarion (Champs-L'Essentiel), 1992.

13. Cet article a été rédigé et envoyé à la revue *Mots. Les langages du politique* avant la libération, le 2 juillet 2008, d'Ingrid Betancourt et d'une partie des otages politiques. Cette libération ne modifie pas fondamentalement nos observations ni le sens de nos conclusions.

Annexe

Répartition dans le temps des discours des FARC et de l'ELN

- 01 – Discours de l'ELN pendant la période de création (1964-1966).
- 011 – Discours des FARC pendant la période de création (1964-1966).
- 02 – Discours des FARC pendant les négociations avec Belisario Betancur (1982–1986).
- 03 – Discours des FARC sous le mandat de Virgilio Barco (1986-1990).
- 04 – Discours de l'ELN pendant les négociations avec César Gaviria (1990-1994).
- 044 – Discours des FARC pendant les négociations avec César Gaviria (1990-1994).
- 05 – Discours de l'ELN pendant les négociations avec Ernesto Samper (1994-1998).
- 055 – Discours des FARC sous le mandat d'Ernesto Samper (1994-1998).
- 06 – Discours de l'ELN pendant les négociations avec Andrés Pastrana (1998-2002).
- 066 – Discours des FARC pendant les négociations avec Andrés Pastrana (1998-2002).
- 07 – Discours de l'ELN sous le mandat d'Alvaro Uribe (2002-2006).
- 077 – Discours des FARC sous le mandat d'Alvaro Uribe (2002-2006).